

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

3 août 2023

Moyen-Orient

- Le 2 août, [Peace Now – Settlement Watch](#) a présenté une mise à jour intitulée « Jerusalem District Planning Committee to discuss Major Construction Projects in East Jerusalem » (Le Comité de planification et de construction du district de Jérusalem prévoit d'examiner de grands projets de construction à Jérusalem-Est). Dans ce document, il est indiqué que le Comité de planification et de construction du district de Jérusalem doit se réunir la semaine suivante pour délibérer au sujet d'importantes propositions de développement au-delà de la Ligne verte à Jérusalem, y compris des plans visant à promouvoir la construction de 100 unités de logement et de deux hôtels dans le quartier de Jabel Mukaber.
- Le 29 juillet, [Al-Haq](#) a déclaré avoir soumis son avis sur les principaux arguments qui doivent être présentés à la Cour internationale de Justice (CIJ) aux fins de l'avis consultatif sur les « Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ». Cette soumission évoque le droit à l'autodétermination, l'illégalité inhérente de l'occupation et le fait qu'Israël persiste à recourir illicitement à la force, de même que les lois et mesures discriminatoires adoptées par Israël. Al-Haq a invité tous les États et toutes les organisations internationales à consulter sa déclaration et ses publications ainsi qu'à tenir compte de ses arguments dans le cadre de la procédure, y compris dans leurs réponses à toute soumission écrite et lors de toute procédure orale.
- Le 27 juillet, [Yesh Din](#) a publié un avis juridique intitulé « The Legal Status of the Israeli Occupation: Legal Opinion » (Avis juridique sur le statut juridique de l'occupation israélienne). Cet avis examine l'influence qu'ont les pratiques et politiques adoptées par Israël dans le Territoire palestinien occupé, dans leur ensemble, sur le statut juridique de l'occupation israélienne. Yesh Din y analyse la stratégie adoptée par Israël dans le Territoire palestinien occupé et conclut qu'Israël cherche à pérenniser le contrôle qu'il exerce sur la Cisjordanie. Cette analyse établit en outre qu'Israël a exploité de manière abusive le cadre juridique qui lui permet de détenir et d'administrer le territoire, en vue d'engager un processus d'annexion du Territoire palestinien occupé à la fois *de facto* et *de jure*.
- Le 24 juillet, [Al Mezan Centre for Human Rights](#) a dénoncé les violations des droits humains commises par Israël à l'encontre de pêcheurs palestiniens au large de la bande de Gaza. Al Mezan a déclaré documenter régulièrement des cas de harcèlement de pêcheurs de la bande de Gaza par Israël dans les eaux territoriales palestiniennes, y compris des attaques récurrentes, des arrestations arbitraires et des saisies de navires et d'équipements de pêche, ainsi que des tirs à balles réelles sur ces pêcheurs.

- Le 18 juillet, [Diakonia International Humanitarian Law Centre](#) a indiqué organiser une formation sur le droit humanitaire international à l'intention de la communauté diplomatique. Cette formation, dont l'objectif est de permettre aux participants de comprendre les bases du cadre juridique international dans les conflits armés, est ajustée aux besoins des membres de la communauté diplomatique qui travaillent dans le contexte d'Israël et du Territoire palestinien occupé.
- Le 17 juillet, [Gisha](#) a publié un rapport intitulé « Gaza Close Up » (Gros plan sur Gaza), qui aborde des sujets allant du taux de chômage élevé dans la bande de Gaza aux graves pénuries d'électricité et à l'accès à l'eau potable en passant par la négation du droit de circuler librement dont fait preuve Israël. Gisha émet l'avis qu'Israël doit permettre la libre circulation des personnes et des biens vers et depuis la bande de Gaza, en n'appliquant que des contrôles de sécurité raisonnables et proportionnés, et permettre aux Palestiniens vivant dans la bande de Gaza non seulement de jouir de leurs droits fondamentaux, mais aussi d'accéder à tous les éléments nécessaires pour mener une vie décente.

Asie et Europe

- Le 25 juillet, l'[Association Belgo-Palestinienne](#) a annoncé la publication (en français) de l'ouvrage de May Maalouf intitulé *Jérusalem : idées reçues sur une ville frontière*. L'autrice y analyse la décision prise par l'ancien président des États-Unis de transférer l'ambassade de son pays de Tel-Aviv à Jérusalem, ainsi que le long processus de lobbying mené par le Congrès des États-Unis, par les évangélistes et par l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC).
- Le 22 juillet, le [Palestinian Return Centre](#) a indiqué que le parlement portugais avait récemment adopté une résolution reconnaissant la Nabka palestinienne de 1948, condamnant l'occupation israélienne en Cisjordanie ainsi que la violation persistante du droit international commise par Israël, et invitant le gouvernement portugais à se prononcer clairement pour la défense des droits du peuple palestinien.

Amérique du Nord

- Le 2 août, la [Foundation for Middle East Peace \(FMEP\)](#) a organisé un webinaire intitulé « Blockade, Bombings, and Continuing Trauma: Assessing Mental Health in Gaza » (Blocus, bombardements et traumatisme persistant : évaluation de la santé mentale à Gaza), lors duquel des représentants du Gaza Community Mental Health Programme et de Physicians for Human Rights Israel, entre autres, sont intervenus. Ces experts ont évoqué le blocus de la bande de Gaza imposé depuis 15 ans ainsi que les vagues de bombardements dévastatrices orchestrées par Israël, et leurs répercussions sur la vie des deux millions de Palestiniens qui vivent dans cette zone.
- Le 15 juillet, [US Campaign for Palestinian Rights](#) a annoncé qu'elle lancerait à l'automne une campagne nationale dénommée « Seize the Moment: 2023 USCPR National Conference » (C'est le moment : Conférence nationale 2023 de l'USCPR), avec des intervenants tels que Rashida Tlaib, Marc Lamont Hill et Diala Shamas. Des centaines de

militants, de dirigeants communautaires, d'étudiants, d'universitaires et d'artistes se retrouveront à cette occasion pour unir leurs efforts.

Nations Unies

- Le 30 août, le [Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) organisera sa 413^e réunion. À cette occasion, le Comité adoptera son rapport annuel 2023, le Professeur S. Michael Lynk, (ancien rapporteur spécial) présentera un exposé des conclusions de l'étude sur la légalité de l'occupation israélienne commandée par le Comité, et ce dernier examinera l'accréditation d'ONG.
- Le 27 juillet, Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'[Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient \(UNRWA\)](#), a rendu visite au personnel de l'UNRWA et à la communauté de réfugiés palestiniens dans le camp de réfugiés de Jénine, pour faire le bilan des conséquences qu'a eue la violente incursion menée au début du mois de juillet. Au cours de cette visite, le Commissaire général a été choqué de constater non seulement le niveau de destruction causé aux infrastructures du camp, mais surtout l'angoisse et la peur des personnes qui s'y trouvaient, et notamment des enfants.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>